

Une lettre pour partir en vacances : évitons donc de la surcharger de questions existentielles sur l'avenir des Ateliers ! Nous en saurons plus à la rentrée sur les évolutions possibles à la fois en matière d'organisation et de financement. Nous vous invitons dès maintenant à retenir la matinée du samedi 29 septembre pour partager les réflexions en cours. Quelques lectures d'été sur les mots du politique, avec un texte de Bernard Lamizet. Et pour finir une lettre ouverte au président sur le volontarisme... modeste.

Passé immédiat et avenir proche

Des Dialogues en Humanité fructueux

L'édition 2007 des Dialogues a été riche et gaie, avec deux jours de grand beau temps sous les arbres du parc de la Tête d'Or et le troisième à l'abri des orages au palais des congrès. Les ateliers que nous y avons animés Jean-Pierre Reinmann (jeu du CO2) et moi (argumentation) ont permis d'engager des échanges qui confirment l'intérêt des approches « ludo-réflexives » (!) Retrouvailles joyeuses, notamment avec toute la bande du Collectif Richesse de Patrick Viveret, propos qui font gamberger comme ceux de Jean-Baptiste de Foucauld (je reviendrai sur la question de la transcendance et de la démocratie qu'il a abordée) et de Pierre Rhabbi ...et bien d'autres perspectives mais dont on attendra qu'elles commencent à se concrétiser pour en parler ici !

Une « bourse des envies d'agir » inédite...

Le 19 septembre nous organisons à l'occasion du forum de la vie associative lancé par la Ville de Lyon une expérimentation de « bourse d'échanges des envies d'agir ». Il ne s'agit pas simplement de mettre en relation des bénévoles et des associations mais de créer une « place du marché » où les citoyens seront invités à présenter leurs « envies d'agir » et où les responsables d'associations évoqueront leurs « projets dormants ». Nous essaierons de faciliter des rapprochements. Une autre façon de pratiquer l'incubation d'initiatives citoyennes. Nous profiterons bien sûr de cette occasion pour présenter les quatre projets que nous avons mis en incubation depuis le printemps (habitat, européens, culture, dialogue citoyens/élus) et voir quels échos ils suscitent auprès des associations présentes.

Rendez-vous le 19 septembre de 18h à 20h dans les salons de l'Hôtel de Ville de Lyon

... et la Rencontre plénière : « comment faire exister un apprentissage de la citoyenneté tout au long de la vie ? »

Pour l'occasion, nous dépasseront le seul cadre des Ateliers. C'est en lien avec les partenaires de l'éducation populaire avec lesquels nous travaillons que nous essaierons de voir ensemble comment faire exister cet apprentissage de la citoyenneté tout au long de la vie.

Samedi 29 septembre de 9h30 à 13h, lieu à préciser

Réflexions autour des mots du politique

Bernard Lamizet nous propose un parallèle entre les termes grecs polis /polites et latins civis /civitas, une bonne manière de s'interroger sur ce que signifient aujourd'hui les mots de la citoyenneté.

Opinion, croyance, savoir, Hervé Chaygneaud-Dupuy réagit à un propos de Philippe Meirieu au cours de la rencontre de juin sur les échanges de savoirs.

IDENTITÉ ET CITOYENNETÉ

L'étymologie peut nous aider à comprendre la formation des concepts politiques et leur signification. Il en va, en particulier, de l'étymologie et de la formation des termes français contemporains, « citoyen » et « politique ». Comme la plupart des termes français du lexique politique, institutionnel et juridique, ces termes sont issus du grec ancien et du latin, d'où vient l'essentiel de notre lexique théorique et de nos concepts philosophiques.

Politique, fait urbain et fait politique

Le terme français, « politique » vient d'un terme grec, *politès*, qui désigne le citoyen. Ce qui est politique (en grec, le terme *politikos* existe¹) désigne ce qui relève des affaires et de la compétence de la *polis*, terme grec désignant ce concept grec spécifique de cité, qui est à la fois un état et une ville. La *polis* grecque est à la fois une cité et un état, avec ses institutions, ses lois et ses pouvoirs, et une ville, avec ses aménagements urbains, ses habitants et son économie.

Dans ces conditions, on voit bien que le terme de base est *polis* et que *politès*, le citoyen, et *politikon*, ce qui concerne la cité, ce qui appartient à la cité, sont des termes dérivés par l'ajout de suffixes.

Cela signifie que le concept de base qui fonde la conception grecque du politique est un concept spatial. C'est le site qui fonde le politique : c'est la cité, comme structure géographique située à un certain endroit, qui institue ses habitants comme des acteurs politiques parce qu'ils disposent d'un certain nombre de droits et sont soumis à un certain nombre de devoirs qui caractérisent leur identité.

Selon Benveniste, d'ailleurs, le terme grec, *polis*, est issu d'une racine indo-européenne qui désigne la forteresse, la citadelle, et que l'on retrouve, par exemple, dans le lituanien *pilis* qui désigne le château fort. Il faut comprendre, dans ces conditions, que la *polis*, la cité grecque, désigne un lieu, une façon particulière d'aménager l'espace et de se situer par rapport aux autres points de l'espace politique. La géographie fonde le concept grec de la cité.

Le fait urbain, en grec, ainsi, d'ailleurs, qu'en latin qui désigne la ville par le mot *urbs*, d'où sont dérivés le latin *urbanus* et le français *urbain*, avant tout un fait géographique. Ces termes désignent la façon dont la société des hommes s'est approprié l'espace pour le modeler afin d'en faire un espace social, afin d'aménager l'espace et de fonder, d'instituer un état à partir de cet aménagement et de la rationalisation économique et sociale de la spatialité.

Citoyenneté et miroir politique

Si le terme grec qui désigne le citoyen, *politès*, est donc dérivé de *polis*, le latin offre une situation inversée. En effet, le citoyen se désigne par le terme *civis* et la cité par le terme *civitas*. Le terme français, *cité*, est issu du latin *civitas*.

¹ Aristote explique que l'homme est un *zōon politikon*, un « animal (*zōon*) politique ». Cela signifie que la spécificité de l'homme parmi l'ensemble des êtres vivants (*zō* signifie « je vis ») est de vivre dans des espaces sociaux, dans des espaces politiques, dans des cités.

La suffixation latine est donc inverse de la suffixation grecque, puisqu'en latin, c'est *civis*, le citoyen, qui est la base, et *civitas*, la cité, qui est la suffixation. Il convient donc de comprendre comment les choses se sont passées en latin, pour mieux apprécier la formation du concept politique qui est le nôtre.

On peut être éclairé par les significations du terme *civis* dans les usages de la langue latine. En effet, ce terme a deux sens, l'un et l'autre attestés dans la littérature latine : « citoyen » et « concitoyen ». On est le *civis*, le citoyen d'une ville, celui qui y habite et qui fait partie de l'ensemble des habitants qui ont des droits politiques, mais on est aussi le *civis* de quelqu'un, on est son concitoyen.

Cela signifie que le concept de citoyenneté se fonde, en latin, sur l'expérience de la spécularité, du miroir. Puisque je suis à la fois le citoyen et le concitoyen de quelqu'un, cela signifie que ce qui fonde la citoyenneté, mon appartenance à la cité, c'est le fait d'être reconnu par l'autre, dont je suis le concitoyen. C'est parce que l'autre me reconnaît comme « son *civis* » que je suis un citoyen.

À partir de là, la *civi-tas*, la cité, désigne, par suffixation, l'ensemble des personnes qui se reconnaissent réciproquement, spéculairement, comme citoyens. La cité est un ensemble de sujets qui se fondent par la mise en œuvre d'une spécularité constitutive de l'identité politique.

Cette situation latine du lexique politique désignant la citoyenneté a deux significations importantes sur le plan politique et anthropologique.

Elle implique, d'abord, que la citoyenneté ne se pense pas dans l'espace, dans le site, mais dans la relation entre acteurs. Ce n'est pas une situation géographique qui définit la cité et la citoyenneté, mais bien l'institution d'une relation sociale entre deux acteurs qui se reconnaissent mutuellement. La citoyenneté latine est fondamentalement politique, alors que la citoyenneté grecque était fondamentalement géographique. C'est important quand on sait que l'empire romain (*imperium* est aussi un terme politique qui désigne le pouvoir) désigne, étymologiquement, moins un ensemble de pays, de territoires, qu'un ensemble de peuples, placés sous le pouvoir romain. L'empire, qui a fini par avoir une signification spatiale, est, d'abord, en latin, un concept fondamentalement politique. La formation de la *civitas* se fait à partir de la formation de la citoyenneté, et la cité n'est que *l'ensemble des sujets porteurs de la citoyenneté*.

Par ailleurs, le fait que *civis* désigne, à la fois, le citoyen et le concitoyen implique que la spécularité, le miroir, est au cœur de l'identité et de la citoyenneté. Ce qui définit la citoyenneté est la reconnaissance spéculaire de l'un par l'autre dans un miroir politique. C'est une forme politique de stade du miroir² qui fonde la conception romaine du contrat social et de l'identité. Dans la culture latine, ce qui fonde le fait politique, ce n'est pas le site, mais la spécularité : ce n'est pas le lieu qui fonde la cité, mais la relation spéculaire entre deux sujets qui *se reconnaissent spéculairement, l'un l'autre, comme citoyens*.

L'articulation entre politique, identité et citoyenneté

On comprend mieux, dans ces conditions, l'articulation entre politique, identité et citoyenneté. L'identité, qui désigne le fait « d'être ça »³, désigne, en fait, la façon dont nous sommes perçus, pensés, représentés, les uns par les autres, dans l'espace public. Le concept de citoyenneté et celui d'identité s'articulent l'un à l'autre, dans le champ politique, dans une forme politique de la spécularité. Il ne s'agit pas, ici, de ce que les psychanalystes appellent le « stade du miroir » qui, après Lacan, désigne le moment où le sujet se fonde lui-même comme

² On sait que, pour Lacan, ce qui fonde l'identité du sujet, c'est le fait qu'il est reconnu comme sujet par l'autre, en même temps qu'il reconnaît l'autre comme symboliquement semblable à soi. Voir LACAN (1966), p. 93-100.

³ *Identité* vient du latin *id-entitas*, qui signifie, étymologiquement, un « étant-ça », de *id*, « ça », et de *entem*, participe présent du verbe être et de *entitas*, dérivé nominal de *entem*.

sujet à partir du moment où il reconnaît son identité symbolique dans la personne de l'autre. Il s'agit d'une autre forme d'identité, de l'identité proprement politique, celle qui désigne un autre miroir : la reconnaissance à l'autre des mêmes droits, des mêmes statuts, des mêmes traits identitaires que ceux dont nous disposons et dont nous nous faisons reconnaître des autres.

C'est de cette manière que la problématique de la citoyenneté n'est qu'une déclinaison sur le plan politique de la problématique de l'identité, médiation qui, comme toute médiation, articule deux logiques. Celle du singulier (la dimension singulière de la subjectivité) se fonde sur l'expérience du miroir par laquelle je me reconnais en l'autre. Celle du collectif (la dimension collective de la société) se fonde sur l'expérience de la société et du politique par laquelle je me reconnais comme appartenant à la même société politique que l'autre et comme soumis aux mêmes lois et aux mêmes institutions que lui.

Bernard LAMI ZET
Institut d'Études Politiques de Lyon

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BENVENISTE (Émile) (1969), *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Éd. de Minuit, deux vol. (376 et 340 p.), bibl., ind. (Coll. « Le sens commun »).
- LAMIZET (Bernard) (1998), *La médiation politique*, Paris, L'Harmattan, 416 p., bibl. (Coll. « Communication »).
- LAMIZET (Bernard) (2002), *Politique et identité*, Paris, Presses Universitaires de Lyon, bibl.
- LAPLANTINE (François) (1999), *Je, nous et les autres*, Paris, Le Pommier/Fayard, 148 p., bibl. (Coll. « Manifestes »)

Savoirs, croyances... et OPINIONS !!

« Distinguons clairement croyances et savoirs afin d'éviter des confusions dangereuses » disait en substance Philippe Meirieu lors de notre rencontre INITIALES consacrée aux échanges de savoirs. Claire et convaincante, la démonstration a suscité l'adhésion générale. Et pourtant, il me semblait que le propos laissait dans l'ombre une question importante.

Relisant quelques jours plus tard un texte de Cornélius Castoriadis, je compris d'où venait mon manque : s'il n'y a que des croyances et des savoirs, alors nous ne sommes pas en démocratie. Si les croyances s'imposent dans le gouvernement des hommes, on tombe dans le totalitarisme ou la théocratie, mais si les savoirs ont seuls droit de Cité seuls les experts ont une parole légitime au nom même de leur savoir.

Le troisième terme, entre savoir et croyance, c'est l'opinion, la doxa des Grecs. L'opinion est aujourd'hui paradoxalement décriée (cf l'expression péjorative de démocratie d'opinion), alors qu'elle est au cœur du fonctionnement démocratique. Castoriadis rappelle une vérité qui n'est plus pour nous une évidence : « l'idée selon laquelle il n'y a pas de spécialiste de la politique et que les opinions se valent est la seule justification raisonnable du principe majoritaire ». Donc il y a « je crois », « je sais » mais aussi « je pense ». Le « je pense » n'est bien sûr pas sans lien avec croyances et savoirs, il en est même une combinaison en permanence réajustée, mais il a bien son autonomie.

C'est parce qu'elle a avant tout un fondement personnel que l'opinion est précieuse. Contrairement au savoir et à la croyance qui engagent la communauté scientifique ou la communauté religieuse qui les figent à un instant donné, l'opinion bouge à tout instant en se frottant aux autres opinions, aux savoirs et aux croyances. On peut évoluer dans son opinion sans renier sa foi ou renoncer à la raison. La vérité prétend à l'unicité, l'opinion suppose la pluralité. C'est pour cela qu'il peut y avoir un débat public.

Oui, il est essentiel de réhabiliter l'opinion personnelle (et pas une vague opinion publique agrégée par sondage) ! Pour cela « il faut que la doxa soit cultivée » comme le disait Castoriadis, c'est une affaire d'éducation des citoyens . Or la meilleure éducation en politique c'est la participation active, ce qui implique une transformation des institutions pour qu'elles incitent les citoyens à être parties prenantes.

Hervé Chaygneaud-Dupuy

Lettre ouverte au président de la République

Pour un volontarisme... modeste !

Monsieur le Président,

vous avez su comprendre notre aspiration à rompre avec l'impuissance politique. Nous ne supportons plus le fatalisme dominant au sommet de l'Etat. Oui, en démocratie, le politique doit avoir le dernier mot. Vous avez commencé votre mandat en fanfare en réussissant à remettre l'Europe en marche. Seuls les esprits chagrins contestent la portée du traité négocié ou la part que vous avez prise à sa conclusion.

Mais vous vous doutez bien que je n'écris pas cette lettre uniquement pour saluer le retour du volontarisme en politique. Il me paraît important de définir de quel volontarisme nous avons aujourd'hui besoin. Si nous ne le faisons pas, nous risquons une désillusion telle que le politique serait discrédité pour longtemps. Réfléchir au volontarisme est d'autant plus nécessaire que votre succès initial sur l'Europe pourrait vous laisser croire que tout peut suivre le même chemin. Ce n'est pas le cas.

J'ai en effet l'outrecuidance de penser qu'avec l'Europe, vous avez fait le plus simple ! Il est très certainement plus difficile de modifier en profondeur le rapport à l'Etat de 60 millions de Français que de mettre d'accord 27 chefs d'Etat et de gouvernement. Car au fond ce que vous entreprenez est bien de cette nature : désaccoutumer vos compatriotes à leur addiction à l'Etat pour qu'ils apprennent à construire eux-mêmes des solutions aux problèmes qu'ils ont en commun. Déshérence des cités, réduction de l'effet de serre, crise du logement, crise de l'éducation, bien des blocages actuels ne trouveront de solutions durables que par des modifications majeures de nos comportements. Face à ces défis, multiplier les lois ou redéployer des budgets ne suffira pas, absolument pas. Disant cela, je ne vous invite pas à la résignation, je vous appelle au contraire à inventer un volontarisme... modeste !

Contradictoire ? Non, si l'on pense que la politique n'est pas la gestion des comptes de la Nation mais la capacité à faire partager une vision d'un monde à construire. Une « nouvelle frontière » comme disent les Américains qui vous sont chers. Il va de soi que vouloir tout faire tout seul à ce niveau d'ambition est intenable. Il faut bien avoir la modestie de ne pas être celui qui fait mais celui qui impulse, qui facilite, qui autorise l'initiative en la libérant. Une société qui bouillonne de mille transformations, invisibles des palais nationaux, ne se dirige pas comme une équipe gouvernementale que l'on a choisie. Oui il faut de la modestie pour voir ce qui est DEJA à l'œuvre mais qui peine à s'étendre faute de soutien à l'essaimage. Il faut de la modestie pour ne pas vouloir tout contrôler, pour redonner au pays la souplesse qu'il a perdu. Oui il faut de la modestie pour comprendre les processus vertueux qui ne peuvent naître que si on fait confiance à l'initiative. Mais il faut aussi beaucoup de volontarisme d'un genre nouveau, plus celui d'un jardinier qui « laisse faire la nature » en prodiguant mille soins invisibles que celle de l'ingénieur qui prétend tout programmer, tout verrouiller pour que tout soit conforme au plan initial. Le volontarisme dont nous avons besoin, c'est celui qui sait rendre désirable le changement alors qu'on préfère toujours le déjà connu, c'est celui qui instaure un climat de confiance et une envie d'agir là où il n'y avait que de la désespérance.

Un volontarisme modeste seul peut conduire les Français à reprendre massivement l'initiative pour s'investir dans l'éducation (qui ne peut pas être laissée à la seule institution scolaire), dans le tissage de liens sociaux (qui ne peut pas être laissé aux seuls travailleurs sociaux)...

Non, le politique ne doit plus s'imaginer avoir les solutions, qu'il s'efforce simplement mais fortement de faire que les questions soient posées et partagées. La société civile est en mesure d'inventer des réponses. Aux politiques les questions, à la société les réponses, c'est à ce renversement de perspective que doit s'atteler d'urgence un président volontaire et modeste.

Hervé Chaygneaud-Dupuy